La FAO lance un débat sur la déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Communiqué de l'ONU, 31 juillet 2009

samedi 1er août 2009

Le directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Jacques Diouf, a invité vendredi les gouvernements du monde entier à participer aux négociations visant à aboutir à une déclaration qui sera adoptée à l'issue du Sommet mondial des chefs d'Etat et de gouvernement sur la sécurité alimentaire à Rome (16 au 18 novembre 2009).

Pour lancer le processus, M. Diouf a envoyé un document aux ministres des Affaires étrangères, de la Coopération au développement et de l'Agriculture des membres de la FAO et des Nations Unies.

Le texte, intitulé "Contribution du Secrétariat à la définition des objectifs et des décisions possibles du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire" plaide pour l'éradication de la faim dans le monde d'ici 2025 et à un accès sûr à des aliments sains, sans risque, en quantité suffisante et nutritifs pour une population qui devrait atteindre 9,2 milliards d'habitants en 2050.

Le document propose des éléments d'une nouvelle structure mondiale de gouvernance de la sécurité alimentaire. Il aborde également les questions d'investissements publics et privés pour relancer la production agricole dans les pays en développement, l'aide alimentaire d'urgence, l'intervention rapide en cas de crise alimentaire, le commerce extérieur et le soutien aux agriculteurs, l'instabilité des marchés, le renforcement des capacités et des institutions, la qualité et la sécurité sanitaire des aliments, les ravageurs et les maladies transfrontalières des plantes et des animaux, ainsi que l'atténuation et l'adaptation au changement climatique dans l'agriculture.

Le document envoyé aux Etats membres de la FAO s'inspire de la récente déclaration du G8 sur la sécurité alimentaire, adoptée à L'Aquila (Italie) en juillet.

Les dirigeants du G8 ont préconisé une action décisive pour libérer l'humanité de la faim et de la pauvreté en encourageant la production durable, en renforçant la productivité agricole et en mettant l'accent sur la croissance du secteur privé et sur les petits exploitants. Ils se sont engagés à mobiliser 20 milliards de dollars sur une période de trois ans.

"Je nourris l'espoir que le document ouvrira un riche débat au sein des Etats membres, faisant intervenir non seulement les gouvernements, mais aussi le secteur privé, les agriculteurs et les organisations non gouvernementales, le système des Nations Unies et d'autres organismes internationaux et partenaires du développement, ainsi que les ambassadeurs et représentants permanents des différents groupes régionaux", a souligné M. Diouf.

"Il est temps d'affronter les causes profondes de la faim et de trouver une solution structurale et durable à la sécurité alimentaire mondiale", a-t-il ajouté.

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article1172